

**Aujourd'hui, la consommation responsable s'est imposée au rang de levier idéal, accessible à tou(te)s, pour résoudre les problèmes sociaux et environnementaux causés par notre modèle de développement... Peut-on vraiment y croire ?**

Bien que le mot « capitalisme » n'ait pas toujours bonne presse, rappelons qu'il s'agit d'un système de production et d'échanges, défendu par de nombreux économistes<sup>i</sup>, qui n'avaient d'autres motivations que celles d'élaborer les bases d'une organisation sociale sensée défendre l'intérêt général et consacrer le bien-être de tou(te)s. Après cinq siècles d'histoire de mondialisation économique, le capitalisme s'est imposé comme unique modèle de développement. Basé sur l'individualisme, la croissance économique, la compétitivité, la concurrence, la libéralisation internationale du commerce, les privatisations ou encore la maîtrise de la nature, force est de constater que le projet n'a pas tenu ses promesses.

Dans les pays du « Sud » et émergents, les producteurs agricoles ne reçoivent qu'un pourcentage infime du prix de vente de leurs produits et les droits sociaux des travailleurs ne sont pas respectés. Côté environnemental, les sols, les eaux et la biodiversité sont mis en danger par le mode d'exploitation intensif et chimique qui caractérise l'agriculture, la pêche et la foresterie d'aujourd'hui. Parallèlement, la santé des producteurs et des consommateurs n'est pas en reste. Enfin, au niveau global, le climat se réchauffe et nous savons que le phénomène est principalement dû à nos modes de production, de distribution et de consommation alimentaire<sup>ii</sup>.

Le secteur de l'éducation au développement, dont notre asbl *Quinoa* fait partie, a pour mission de sensibiliser et de conscientiser les citoyens à l'ensemble de ces enjeux (principalement dans une perspective « Nord/Sud »). Les jeunes conscientisés sont naturellement animés par l'envie ou, plutôt, par un besoin d'agir afin de résoudre ces « effets secondaires ». Mais comment faire ? La « consommation responsable » tend aujourd'hui à s'imposer comme une solution à portée de tou(te)s pour affronter ces enjeux. Le postulat est simple, en choisissant des produits équitables, bios ou locaux, les agents économiques amèneraient petit à petit leurs comportements pour enfin faire apparaître un modèle de développement durable et équitable...

Il ne nous plaît pas de jouer le rôle de « sonneurs d'alarme » mais la position du secteur de l'éducation au développement est claire, changer nos comportements d'achats ne suffira pas à relever les défis auxquels nous faisons face actuellement. Attention, ne lisez pas ce que nous n'avons pas écrit ! Acheter bio, local et/ou équitable, a bel et bien un impact direct et positif sur les droits des producteurs et la santé de notre planète. Néanmoins, si l'intention dépasse la simple gestion de crise, il s'agit là d'un premier pas qui devra être suivi avant de pouvoir constater véritablement les prémices d'un changement social dans notre société.

Pourquoi dépasser le stade de la « consommation responsable » ? L'erreur dans le postulat est de considérer la malnutrition dans le monde, les inégalités sociales et le réchauffement climatique comme de simples « effets secondaires » d'un système. Ces phénomènes sont inhérents à notre modèle de développement et ils trouvent leurs origines dans l'application aveugle des logiques économiques exposées ci-dessus. Dès lors, comment espérer les résoudre en se basant sur les mêmes logiques ? En effet, la « consommation responsable » repose sur un acte *individuel* et sur la

foi en l'*autorégulation* des marchés. Le succès du concept n'a rien de surprenant. Premièrement, la sphère économique de notre société s'est imposée au travers du temps, aux dépens de la sphère politique et sociale de la cité, faisant naître ainsi l'ère de la « société de consommation ». Pub après pub, le citoyen s'est fait dévoré de l'intérieur par le consommateur qui sommeillait en lui. Deuxièmement, la consommation responsable fait le beurre des entreprises responsables de violation de droits de l'homme et/ou responsables du réchauffement climatique en développant une petite gamme de produits soi-disant « verts » tout en continuant parallèlement leurs activités traditionnelles. Cela s'appelle le *greenwashing*...

Dès lors, à ceux qui désirent s'engager pour un autre monde, l'éducation au développement propose de dépasser la simple adoption de comportements individuels d'achats responsables pour mettre en place de véritables alternatives porteuses de changement social. En deux mots, pour être effectif, l'engagement doit être *collectif* et *politique* au sens large du terme. Ces alternatives existent déjà et ne demandent qu'à être encouragées. Ainsi, les GASAP<sup>iii</sup> (Groupe d'achats solidaire avec l'agriculture paysanne) recréent un véritable lien entre producteurs et consommateurs, mais aussi, entre la ville et la campagne. En s'engageant à payer un prix fixe aux producteurs, la logique du marché fait place à un véritable projet politique qui vise à pérenniser une agriculture durable dont les missions dépassent les frontières du système alimentaire car elle est aussi garante de l'emploi et du maintien de notre biodiversité. Les systèmes d'échanges locaux (SEL), les jardins collectifs, le compostage de quartier, les groupes de simplicité volontaire, les *Transition Town*, les Camps Action Climat... sont autant d'initiatives qui partagent un même esprit en rompant avec les logiques capitalistes et en s'appuyant sur les valeurs de solidarité, de coopération, de respect de la nature ou encore de convivialité.

Bien que l'impact sur les inégalités « Nord/Sud » et sur les enjeux environnementaux globaux ne saute pas immédiatement aux yeux, ces alternatives couvent une véritable révolution systémique qu'il faudra transposer dans le cadre des relations internationales si nous voulons résoudre les impasses du système actuel. Un autre monde est nécessaire et il porte ses germes dans toutes les initiatives locales qui révolutionnent nos rapports sociaux et respectent les équilibres éco-naturels de notre planète. L'engagement, c'est participer collectivement à ce champ d'expériences et défendre explicitement le projet de société qu'elles sous-tendent. Ce discours n'est pas nouveau et il a déjà fait naître un néologisme pour en résumer la substance : « consom'action ». Parallèlement aux leviers politiques existants, choisir sa consommation comme levier de changement social peut s'avérer efficace et ce, même au niveau global mais, pour ce faire, il est primordial de dépasser le stade de la « responsabilité individuelle ». Derrière chaque carotte bio se dessine un projet de société... mais celle qui vous est vendue en une grande surface ne possède pas le pouvoir révolutionnaire de celle parrainée via un Groupement d'achat collectif !

*Amaury Ghijssels (Quinoa), Article paru dans la revue Nouvelle Vagues, n°19*

---

<sup>i</sup> Parmi eux, citons Adam Smith pour sa théorie de la « main invisible » du marché et David Ricardo pour sa théorie des avantages comparatifs.

<sup>ii</sup> Selon la FAO, l'agriculture est responsable de 20% des émissions de gaz à effet de serre d'origine anthropique. En moyenne, les ingrédients d'un repas belge ont parcouru 2500 km avant d'arriver dans notre assiette.

<sup>iii</sup> Le réseau des GASAP a été mis en place en Belgique par l'asbl *Le Début des Haricots* et propose de dépasser le simple contrat « panier bio » entre paysans et consommateurs en vue de créer un véritable mouvement actif et solidaire avec l'agriculture paysanne.